



LA FEDERATION COMMUNIQUE

INFLATION :

HAUT LES MAINS, C'EST UN HOLD-UP !

La flambée des prix se poursuit. La hausse vertigineuse des carburants, de l'énergie, de l'alimentation pèse de plus en plus lourdement sur le pouvoir d'achat des Français. En un an, les pâtes alimentaires ont augmenté de 15,31 %, la viande +11,33 %, la farine +10,93 %, l'huile +9,98 %, le café +8,16 %...

De nombreux français sont contraints de rogner sur leurs dépenses de nourriture. La chambre patronale du commerce et de la distribution revendique un « chèque alimentaire financé par l'État » qui, à défaut de remplir les caddies, continuera à remplir le tiroir-caisse des magasins de la grande distribution. C'est honteux !

Tout indique que la hausse des prix se poursuivra pour atteindre 10 % d'ici la fin de l'année, selon certains experts. À entendre leurs jérémiades, les patrons n'y seraient pour rien. La faute à l'Ukraine, à la sécheresse, au Covid, à la trop forte hydrométrie, à l'âge du capitaine peut-être aussi... On veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes. La réalité est tout autre. Les patrons passent des hausses « par anticipation » et augmentent les prix pour accroître leurs marges financières. Alors même que les récoltes de blé ne sont pas entamées, les prix sont passés de 180 à plus de 400 euros la tonne. Qui spéculé ? Et de quoi faire les beaux jours des meuniers. Lactalis anticipe 15 % de hausse de ses produits, Nestlé +5,9 %. Dans le même temps les salaires stagnent. Tout faux pour ceux qui pointent du doigt les travailleurs.

La Loi Egalin 2 participe de ce partage de la manne dopée par la hausse des prix. De leur aveu même, les groupes, tels Danone ou encore Unilever, sont parvenus à répercuter des hausses des prix, comprises entre 5 et 7 %, des matières premières agricoles et industrielles. Tout bénéf pour eux et les agromanagers. Macron leur a servi la soupe. Cette inflation est fondamentalement due au refus de toucher aux profits patronaux. Elle n'a rien à voir avec ce qu'ils appellent « le coût du travail ». D'autant que celui-ci ne cesse de reculer. La démonstration de Karl Marx, il y a plus d'un siècle et demi, tapait juste.

Le gouvernement refuse toujours le moindre coup de pouce au Smic alors que les dépenses contraintes explosent. Le patronat refuse d'augmenter les salaires. Les propositions patronales, lors des négociations annuelles dans nos secteurs professionnels tournent autour de 2 à 2,5 % d'augmentation. Avec l'augmentation du Smic, 28 branches des professions agroalimentaires ont des grilles de salaires en dessous du Smic, niant ainsi les qualifications des salariés.

La preuve est faite une nouvelle fois, contrairement à ce qu'affirment de concert gouvernement et patronat, que ce ne sont pas les salaires qui sont la cause de l'inflation, mais bien les politiques menées qui ne visent qu'un seul et unique objectif, réaliser toujours plus de profits pour les actionnaires en passant à la tondeuse les salariés et les consommateurs.

Montreuil,
Le 12 mai 2022